

DECLARATION

DE

14

M. LOUIS DE NARBONNE, *Lara*

ANCIEN MINISTRE DE LA GUERRE, EN FRANCE

Dans le Procès du Roi.

A LONDRES,

Chez les Marchands de Nouveautés,

1793.

MM. TRONCHET & MALESHERBES.

*J'ai l'honneur, Messieurs, de vous adresser
ma Déclaration comme Français, & comme
Ministre du Roi, dans le Procès de cet in-
fortuné Monarque, pour qui tout n'est pas
dit encore, puisqu'il lui reste ses vertus, son
courage & vos talens.*

L. DE NARBONNE.

DECLARATION

&c. &c.

LA Convention a passé à l'ordre du jour sur ma demande ; elle n'a pas même entendu le développement des motifs qui me donnoient des droits particuliers pour l'obtenir. Sans doute un grand nombre de Français étoient prêts à se présenter comme défenseurs de Louis XVI, & possèdent pour faire éclater la justice de cette cause des talens qui me sont refusés, & que je vois, avec bonheur, réunis dans la personne de MM. Tronchet & de Malherbes : mais je pouvois, comme ministre, témoigner quelques faits, & jeter

quelques lumières sur un procès , où les règles générales de l'équité doivent être d'autant plus respectées , qu'on écartoit tous les souvenirs, tous les serments qui faisoient de l'inviolabilité de la personne du Roi un principe solennellement consacré.

L'immense majorité de la nation Française, celle même de la Convention ne veulent pas la mort du Roi , l'Europe en a horreur ; & les hommes les plus enthousiastes des principes de la révolution de France, frémissent à la seule idée de cette atroce injustice. C'est que toutes les calomnies , tous les efforts de la haine n'ont pu présenter Louis XVI comme un tyran , & que ses défauts & ses qualités rendent également absurde une pareille dénomination. Il est donc impossible de croire à la vérité de l'indignation qu'on témoigne contre le Roi , & cette fureur barbare, n'a pas même le triste honneur de passer pour naturelle.

La Convention paroît divisée entre deux partis. L'un poursuit les projets dont les massacres du 2 septembre ont été l'affreux signal ; & l'autre défendrait la vie du Roi , & se plairoit dans l'exercice de quelques vertus , s'il ne craignoit pas de perdre cette popularité , divinité de la France depuis 4 ans , courtisée par l'ambition ou la peur , suivant les époques de la révolution dans lesquelles des succès , ou de grands périls flattoient l'espérance , ou remplissoient de terreur. Il n'est plus au pouvoir de cette Convention de donner à la mort du Roi aucune apparence de légalité. Tous les caractères de l'assassinat appartiennent déjà à l'instruction de ce procès. Les expressions des orateurs qui ont parlé dans cette cause , loin de rappeler l'impartialité d'un juge , surpassent la féroce ivresse de la vengeance personnelle. Les nouveaux ennemis du malheureux Louis XVI croient s'élever au dessus du rang suprême qu'il occupoit

jadis , en l'accablant d'outrages ; mais ces emportemens font soupçonner seulement que le titre de Roi produit sur eux encore un plus grand effet qu'ils ne pensent. La terreur enfante la rage ; la véritable grandeur est calme & s'appuie sur la justice... mais il faut contenir son ame, & simplement exposer des faits : peut-être leur reste-t-il encore quelque puissance, celle des sentimens n'existe plus aujourd'hui.

J'ai été, selon mes forces , un Ministre véritablement fidèle à la constitution ; j'ai regardé comme un devoir de me soumettre aux loix de mon pays ; j'ai cru trouver l'avantage personnel du Roi , & l'intérêt général dans la sincérité, dans l'activité des efforts consacrés à faire marcher le Gouvernement. La Constitution avait sans doute de grands défauts ; mais l'esprit révolutionnaire étoit si puissant en France, que toute tentative rétrograde étoit une chimère ; & l'on n'auroit pas

eu trop des ressources réunies du talent & du caractère , pour arrêter la révolution à la Constitution qu'elle avoit produite , jusqu'à l'époque où le tems auroit amené les changemens désirés par tous les hommes éclairés.

Quelques-uns de mes collègues avoient une manière de voir différente ; & profondément inquiet des dangers que je voyois s'approcher avec tant de violence , je leur montrai une opposition directe & publique qui dût déplaire au Roi , & le décider à éloigner un homme dont la jeunesse ne pouvoit lui inspirer une confiance qui résistât aux attaques multipliées dirigées contre lui. Mon éloignement du Ministère , ne peut donc être considéré comme une action interprétative des desfeins du Roi ; je ne le présenterai pas non plus, il est vrai, comme une raison de croire à mon témoignage dans la cause de Louis XVI. Quel homme peut rester, même impartial, à l'aspect de tant de malheurs ;

de quel respect ne se sent-on pas pénétré pour la solennité de ces grands revers , & si l'on avoit pu se flatter que ses intentions & ses projets en auroient détourné l'atteinte, quel remords ne feroit pas éprouver la crainte d'avoir négligé un seul moyen d'attacher à soi le Prince infortuné, qu'on voudroit sauver aux dépens de sa vie.

J'ai été dans le conseil du Roi depuis le mois de décembre jusqu'au mois de mars 1792, c'est-à-dire, à l'époque où la grande question de la guerre, étoit sans cesse agitée. Je pensois qu'il falloit à tout prix, faire cesser les inquiétudes politiques qui alimentoit les troubles intérieurs, exiger la cessation des rassemblemens hostiles des émigrés, montrer que la France étoit toujours une puissance redoutable, enfin, assurer la paix par les préparatifs de la guerre. Je pensois que lorsqu'on parloit au nom d'une Nation libre, il étoit commandé de tenir le lan-

gage qu'on eût approuvé dans le Ministre de Louis XIV. Ce plan de conduite étoit, je crois , le plus sûr moyen d'éviter la guerre & de contenir le juste orgueil d'un peuple qui s'indignoit de n'être plus compté dans la balance des forces politiques de l'Europe. J'ai vu constamment le Roi, lorsque j'exposois ces principes dans le conseil, s'identifier avec l'honneur de la Nation , approuver , seconder les efforts que je fis pour rétablir en trois mois une armée désorganisée , écrire aux généraux les lettres les plus propres à encourager leur zèle, nommer aux places, que la Constitution laissoit à sa disposition, les hommes les plus connus par leur patriotisme , & montrer aux Français qui servoient la cause de la liberté, qu'on bleissoit son cœur & son opinion , en s'unissant aux émigrés ennemis de la Constitution nouvelle. Le Roi joignoit il est vrai , à l'occupation sincère de tous les moyens d'assurer le succès de la guerre,

un ardent désir de maintenir la paix ; & il peut être étrange de trouver, à la fois, dans la Convention, un parti qui se vante d'avoir forcé ce Prince à déclarer la guerre, & un autre qui l'accuse de l'invasion des étrangers.

Je peux certifier que le Roi n'a rien négligé pour éviter la guerre à la France, & qu'il existe des lettres de lui, à différens Souverains de l'Europe, qui demandoient en son nom & pour son propre intérêt que la paix ne fût point troublée. Louis XVI craignoit plus que personne l'arrivée de ses prétendus libérateurs ; peut-être savoit-il présager qu'elle ne pouvoit lui être que funeste ; mais surtout, dirigé dans tous les tems par les principes de la morale la plus religieuse, il avoit l'horreur de l'effusion du sang. On fait indisputablement que depuis le commencement de la Révolution, le Roi a repoussé tous les projets qui pouvoient exposer la vie de ses amis ou de

ses adversaires ; & le 10 Août même, on n'a pu lui arracher que l'ordre de se défendre. Ceux qui se glorifient maintenant d'avoir préparé les événemens de ce jour, auront de la peine à expliquer comment la gloire en est pour eux, & le crime pour Louis XVI. Comme en disposant despotiquement de la tribune et de la presse on influe sur l'opinion des hommes ; comme on les enivre de raisonnement ; comme on environne tellement la vérité de tout ce qui n'est pas elle, qu'elle se perd au milieu des paroles, des idées, & des mouvemens dont la rapide succession éblouit presque le cœur, & semble étourdir l'instinct naturel. Enfin on accuse le Roi d'avoir ordonné que les places & les troupes seroient mal approvisionnées afin que le royaume fût livré sans défense aux armées étrangères. Des dates précises répondent sans réplique à ces accusations : mais qui fait examiner des dates ; qui distingue les tems au milieu

des passions qui ne comptent que d'après l'ère de leurs désirs, ou de leurs regrets?

Quand je suis sorti de place, le 10 Mars, il falloit, & je l'ai souvent répété au comité militaire, il falloit encore deux mois de soins continus, & j'ose le dire, actifs, comme les miens, pour achever de mettre l'armée en état d'entrer en campagne. L'état où elle étoit, constaté par mon rapport à l'Assemblée, n'a jamais pu être démenti par les recherches les plus ar dentes de mes ennemis; & depuis le 10 Mars, jusqu'au 20 Avril, époque de la déclaration de guerre, ce sont des Ministres Jacobins, c'est M. Dumourier, & bientôt après, M. Servan, qui ont tout dirigé; comment donc le Roi seroit-il responsable de la précipitation de leurs mesures? quelle influence pouvoit-il avoir sur leur administration? En est-il aucun qui osât dire que le Roi leur avoit demandé d'affoiblir la garnison ou l'artillerie de Longwi & de Verdun? Et s'il leur avoit

fait cette demande , auroient-ils dû lui obéir ; & n'étoient-ils pas , par la constitution , absolument les maîtres de diriger , à leur gré , les préparatifs de la guerre ? Les premiers échecs cependant qu'a reçus l'armée française à Mons & à Tournay , ont eu lieu sous un Ministère Jacobin ; & ceux de Longwi & de Verdun appartiennent visiblement aux intelligences d'un parti dans l'intérieur du royaume , & non aux mauvais approvisionnemens de ces places. Si le Roi avoit été d'accord avec les chefs des armées étrangères , il eut profité des vœux que formoit pour la guerre le parti populaire ; il n'auroit pas eu la noble maladresse de les combattre long-tems ; enfin , s'il eut voulu que cette guerre fût conduite perfidement , ce n'est pas à des Ministres Jacobins qu'il en eût confié la direction , à des Ministres dont il ne s'est séparé , six semaines seulement avant le 10 Août , que par le conseil & la volonté même de M. Dumouriez. — Non , tous

vos efforts sont vains ; non , jamais vous n'associez ensemble l'idée de Louis XVI & celle du crime. Il a été foible peut-être : peut-être il n'a pas eu le courage de donner à personne sa confiance toute entière ; & dans la plus difficile des circonstances , il n'a pas su assez ni se montrer , ni rester Roi : mais plus vous anéantissez en lui ce titre , plus vous ne le considérez que comme un simple citoyen , moins vous avez le droit de le condamner ; car il est impossible de posséder sur tous les rapports particuliers , des vertus aussi douces & aussi pures. Pourquoi donc voulez-vous sa mort ? Est-ce pour justifier sa déchéance ? alors je suis plus républicain que vous ; car je ne pense pas qu'il soit besoin de trouver des crimes au Roi pour motiver la perte de sa couronne. Une Nation a le droit de changer sa constitution ; & si , véritablement , le Peuple français a cessé de croire à l'avantage du gouvernement monarchique , ses Représ-

sentans ont pu, ont dû en prononcer la destruction. Vous n'avez pas besoin d'entasser des calomnies sur cette auguste victime, comme s'il vous falloit une excuse à une résolution que vous aviez le droit d'énoncer, s'il est vrai que vous exprimiez la volonté de la Nation. Pourquoi voulez-vous la mort du Roi ? Est-ce parce que vous craignez que son nom ne relève un jour un parti qui le replace sur le trône ? Je suis encore plus républicain que vous. Je fais que le sort de la royauté en France ne tient pas à la destinée d'un homme. Les trônes seroient menacés, peut-être, si la République de France eût établi l'obéissance aux loix, la douceur des mœurs, le respect de toutes les vertus ; mais si elle continue à présenter le spectacle de la férocité unie à l'ignorance, d'une inégalité inverse qui remet la puissance entre les mains du crime & de l'impéritie, & la ravit successivement à tout ce qui s'élève à des idées possibles,

ou à des sentimens humains ; ce n'est pas seulement l'un des descendans d'une race qui a gouverné mille ans la France, ce n'est pas celui qui fut le chef légitime de la Nation , qu'elle ira chercher pour le mettre à sa tête ; c'est le premier homme qui , réunissant sous ses ordres une force publique quelconque , pourra garantir à chacun la conservation de ses propriétés & de sa vie.

Le Ministère important qui m'a été confié , le nom de Français que je porte encore , ma conscience , tout me faisoit un devoir de cette déclaration qui se perdra dans l'immensité des preuves en faveur d'un Prince qui a déjà fait entendre si victorieusement le langage de la vertu.

L. DE NARBONNE.

t
s
e